

▼ Merabti, Saïd (fonds d'archives)

- ▼ Cursus professionnel & amp; syndical
- ▼ Parcours politique
- ▼ Parcours culturel
- ▼ Engagements et responsabilités au sein des mouvements harkis
- ▼ Correspondance
- ▼ Documentation
- ▼ Photographies
- ▼ VRAC

Merabti, Saïd (fonds d'archives)

Date :

1931-2005

Description physique :**Description physique :** env. 12-15 m.l. (domicile) et env. 3 m.l. (AJIR).**Nombre d'unités de niveau bas :** 143**Genre/Carac. phys. :** Document d'archives**Support :** Affiches, tracts, photographies, cassettes audio et vidéo, films, enregistrements, interviews et archives électroniques/numériques.**Nature du contenu :** iconographie ; archives sonores ; archives audiovisuelles ; Recherche détaillée ; Archives personnelles**Langue :****Langue du texte :** français ; kabyle ; arabe**Origine :** Saïd Merabti**Biographie ou histoire :****Présentation du producteur**

Saïd Merabti est né le 23 septembre 1955. Il arrive en France avec sa famille, pendant son enfance, au moment de l'indépendance de l'Algérie. D'abord hébergée au camp de Bourg-Lastic À l'automne 1962 et pendant tout l'hiver 1962, plus de 2 500 hommes, femmes, enfants harkis sont logés sous des tentes de l'armée au camp militaire de Bourg-Lastic.

, la famille rejoint un cousin installé en Picardie. Plus tard, la famille déménage dans les quartiers nord de Marseille où Saïd Merabti passe la majeure partie de sa jeunesse. En 1986, il s'installe à Vitrolles avec son épouse.

1981-1992 : Intérimaire puis employé dans une **entreprise d'emballage aéronautique « Caisseries et Emballages industriels du Midi »** assurant notamment la sous-traitance pour Eurocopter (entreprise employant 1200 personnes dont 200 sur le site vitrollois). Il est élu délégué du personnel en 1984 puis il devient secrétaire du Comité d'entreprise (CE) et délégué syndical en 1986. Il suit des formations à la négociation, à la prise de notes, etc. En 1992, il est licencié.

Archives

- o bulletin de vote ;
- o ordre du jour, compte rendu de réunion (en tant que secrétaire, c'est lui qui le rédigeait) ;
- o notes ;
- o photos des sorties organisées avec le C.E.

1980 : Engagement comme **bénévole au sein du Parti socialiste (PS) à Marseille**. Il participe à l'affichage et au « tractage » et suit des réunions de formation.

1985 : Naissance du mouvement associatif autour des militants socialistes d'origine maghrébine.

Conscient de l'absence de représentants de l'immigration maghrébine au sein du Parti socialiste, Georges Morin, pied-noir d'Algérie, proche de Louis Mermaz, dont il a été le conseiller, et membre du Haut Conseil à l'intégration, est chargé au PS des Français originaires du Maghreb. Entre 1985 et 1990, il participe à la création de **France-Plus** (1985), lance un groupe de réflexion animé par des militants socialistes issus de l'immigration maghrébine, le « **Groupe des Trente** » (1987), et fonde une nouvelle association, la **Conférence nationale des élus socialistes originaires du Maghreb (CNESOM)** regroupant à la fois des élus de l'immigration maghrébine, des enfants de harkis, des pieds noirs et juifs séfarades (1990). Cette association n'a duré que 5 ans.

1985-1986 : Première expérience de candidature ; réflexion sur les élections et la diversité à la même période.

1985-1991 : Participe aux activités des associations **France-Plus** et **Marseille Plus** (section de France Plus).

Fondée en septembre 1985 par Arezki DAHMANI, maître de conférences à l'Université Paris-XIII où il enseigne l'économie, **France-Plus** réunit des jeunes Français d'origine maghrébine, dont des enfants de Harkis. Se réclamant du droit à la ressemblance et non pas du droit à la différence, elle développe les thèmes de l'intégration et de la citoyenneté et incite les jeunes à se présenter aux élections (une campagne est menée pendant 5 ans pour l'inscription des jeunes beurs sur les listes électorales et la présentation de candidats de l'association aux élections municipales).

Archives

- o rapports ;
- o correspondance (échanges avec le bureau national) ;
- o voyage en Palestine d'une semaine : photos, émission de radio, visites, accueil par ambassadeur de France, film de Rabah Tounsi, entretiens et notes.

1989-1995 : **Élu à Vitrolles comme adjoint au maire socialiste** Jean-Jacques ANGLADE. En 1997, le Mouvement national républicain (MNR) remporte les élections municipales et administre la ville jusqu'au scrutin de 2002 où le Parti socialiste (PS) revient au pouvoir. En 2002 puis en 2007, Saïd Merabti se présente aux élections législatives sans étiquette. En 2008, il se présente aux élections municipales en 5e position de la liste Mouvement démocrate « Vitrolles de toutes nos forces ».

Archives

- o album-photos personnel contenant une série de photos prises des affiches de la campagne dans toute la ville (remarque : l'intérêt réside dans la restitution des annotations, dessins, tags ou autres gribouillis inscrits dessus).

1991 : **Conférence nationale des élus socialistes originaires du Maghreb (CNESOM)**. Dans le cadre de cette association

La CNESOM était membre de la Fédération nationale des élus socialistes et républicains (FNESER).

, créée par Georges MORIN et dans laquelle des historiens, des sociologues (dont A.M. SAYAD) et des ministres se succédaient, il participe à une mission au Maghreb organisée pour rencontrer des membres du gouvernement, de l'opposition, des droits de l'homme pour expliquer la position de la France lors de la Première Guerre du Golfe.

Georges Morin, né à Constantine en Algérie, y a passé son enfance et sa jeunesse. Il y a été instituteur, de 1960 à 1966, avant de rejoindre la France (Grenoble) pour y faire ses études universitaires.

Ses parents ont vécu à Constantine jusqu'en 1979. Georges Morin a enseigné la science politique à l'université de Grenoble, de 1970 à 1990, en qualité de maître de conférences. Il a parallèlement travaillé à Paris, de 1981 à 1993, auprès de Louis Mermaz, président de l'Assemblée nationale puis ministre des différents gouvernements de François Mitterrand. Durant ces mêmes années, il a suivi, pour le Parti socialiste, auprès de Lionel Jospin, les questions relatives au Maghreb. Maire-adjoint de Gières (Isère), Georges Morin est aussi un militant de la coopération décentralisée. Il est, à ce titre, vice-président de Cités unies-France, association des villes françaises partenaires de villes étrangères, présidée par Bernard Stasi puis par Charles Josselin. Il y préside le réseau des villes françaises travaillant avec des villes algériennes. Depuis 1985, G. Morin a créé et préside l'association Coup de Soleil qui ambitionne de mieux faire connaître en France le Maghreb, les Maghrébins et leur apport historique et contemporain à la société française. Il est l'auteur d'un petit essai paru aux éditions Le Cavalier bleu (novembre 2007) : *L'Algérie, idées reçues*

http://www.lecavalierbleu.com/f/index.php?sp=lvAut&auteur_id=22

2002 et 2007 : Candidat sans étiquette aux élections législatives dans la 12e circonscription des Bouches-du-Rhône.

Archives

- o comptes rendus de réunion du CNESOM ;
- o album-photos personnel contenant des photos.

1982-1989 : **Radio Gazelle** : émission de musique et animation d'une émission culturelle berbère de 2h/semaine en langue d'origine + traduction.

Parmi les fondateurs :

- o Mognis ABDALLAH, fondateur d'IM'Edia (conserve peut être des photographies de cette période sur Radio Gazelle) ;
- o Driss EL YAZAMI ;
- o Mohammed KARA (Il est maintenant professeur agrégé dans le Jura).

Radio Gazelle est créée en 1981 par des jeunes issus de l'émigration, elle est écoutée par les auditeurs issus de toutes les communautés de la région. Radio Gazelle, en donnant aux diverses communautés de la région la possibilité de s'exprimer, permet à chacun de connaître et comprendre sa culture et de retrouver son identité. Elle représente un média de référence pour les 27 communautés qui constituent son auditoire et qui composent sa programmation à travers les émissions qui sont proposées dans sa grille en différentes langues, en s'exprimant à la fois en français et dans les langues des pays d'origine ; ce qui témoigne de la volonté d'innovation et d'ouverture d'esprit de son équipe :

- Musique, divertissement, jeux, dédicaces, émissions thématiques (problèmes de société, insécurité, logement, emploi...)
- Intervention de responsables politiques ou institutionnels, d'avocats, d'assistantes sociales, éducateurs, médecins...)

Parce qu'elle est une Radio de proximité, Radio Gazelle peut informer sur la vie de la localité et de la région, mais aussi sur les questions nationales et internationales. Radio Gazelle se pose comme un interlocuteur privilégié auprès de ces populations : émettant 24 heures sur 24, 365 jours par an, sa zone de diffusion très large s'étend de Marseille et sa région jusqu'à Montpellier. Par ailleurs, ses moyens techniques à la pointe de la modernité lui assurent une parfaite qualité de diffusion : des investissements importants lui permettent de proposer 2 régies locales, un studio mobile (qui lui permet d'émettre en direct de divers lieux) ainsi qu'un système de rotation automatisé des spots et de rediffusion

Cf. présentation sur son site Internet : <http://www.radiogazelle.net/>

.

1983 : Participe au 1er **Congrès mondial des radios libres communautaires** organisé à Montréal à l'initiative de l'Assemblée mondiale des artisans de la radiodiffusion communautaire (AMARC). Au niveau de la radio, Jacques SANSIN a eu un rôle important : Radio Galère, Beur FM...

1984-1985 : Contexte de création des associations **SOS Racisme et France-Plus**. Dans un premier temps, Saïd Merabti et les autres animateurs de Radio Gazelle se sont fait le relais de SOS Racisme, à Marseille notamment, pour la diffusion de leur emblème, la petite main de Fatma. Au bout de quelques temps, ils boycottent SOS Racisme car, d'une part, cet organisme n'avait réagi ni aux propos tenus par François Létard et Alain Carignon qui opposaient l' « Islam » aux droits des hommes et des femmes ni à l'intervention israélienne contre la résidence d'Arafat en Tunisie.

1985-1986 : Occupe la fonction de président de Radio Gazelle.

Archives

- documents liés aux réunions, aux manifestations organisées contre les crimes racistes, appels à des manifestations, pétitions, comptes rendus de réunion des animateurs, du conseil d'administration ;
- premiers autocollants, affiches pour les inscriptions sur les listes électorales (affichage fait pour Kamela Djina (1985-1986) ;
- caisse de disques kabyles, des 33 tours (env. 110 disques), des cassettes, des enregistrements d'émissions en K7 audio ;
- photos (par ex. : Manu Dibango reçu à Radio Gazelle pour soutenir l'action de France Plus).

1984 : **Tadukli Association de Langue Amazigh (TALA)** (1e association culturelle berbère de Marseille).

Archives

- comptes rendus de réunion ;
- dossiers de subventions ;
- campagne d'affichage (un ami imprimeur à lui aurait conservé toutes les affiches des candidats aux élections) ;
- photos de manifestations, de conférences, de concerts... ;
- disques de chanteurs kabyles et affiches des concerts ou galas à Marseille : Idir, Aït Mengellet...

1985 : Première réunion pour la création de France-Plus (à laquelle A. Dahmani était absent) avec, à son origine, Georges Morin qui, au PS, portait un projet culturel pour les Harkis (initiatives en Languedoc-Roussillon, notamment à Port-Vendres). Les débats avaient lieu autour de la mise en place d'une journée culturelle commémorative... tombée à l'eau.

1993-2002 : **Fédération des familles de Harkis (devenue AJIR)**.

1993 : C'est la déception vécue au sein de France Plus à cause de désaccords internes avec A. Dahmani qui pousse Saïd Merabti à s'investir dans le milieu associatif harki.

1a cérémonie organisée à la mémoire des soldats musulmans de l'armée d'Afrique avant même la naissance de l'association.

Archives

- textes des allocutions en hommage aux Harkis, photos.

1999-2005 : Occupe un emploi dans l'association **AJIR** puis continue à mener des actions bénévoles.

L'Association Justice Information Réparation (AJIR) pour les Harkis est née en Auvergne, en 1998, sous l'impulsion de Mohand Hamoumou

DRH à Michelin, Groupe Lafarge, EHC de Lyon, Instituteur à Volvic, élu municipal à Volvic en ayant gagné à 66 % ; connaît très bien Mohammed Haddouche.

, à partir de la fusion des trois associations existantes depuis vingt ans qui se sont dissoutes pour ne faire qu'une seule association. L'union n'était plus un discours mais devenait, enfin, une réalité.

D'autres associations, soucieuses de l'intérêt général de leur communauté ont décidé en mai 2002 de créer AJIR France avec des délégations régionales ou locales (En 2006, 12 délégations AJIR et 4 associations partenaires).

Unies sous un même nom par la passion de rendre justice aux harkis, les délégations régionales AJIR pour les Harkis agissent pour faire connaître l'histoire des Harkis et convaincre les décideurs politiques de passer de l'assistantat à la réparation matérielle et morale puis à la pleine intégration politique

Cf. présentation sur le site Internet d'AJIR : www.harkis.com

.

Les présidents du Bureau national ont été : Saïd Merabti (2007-2008) ; Mohand Hamoumou (2006-2007) ; Mohamed Haddouche (2004-2006) ; Mohand Hamoumou (2001-2003).

Association partenaire : Comité National des Musulmans Français (président décédé : André Wormser).

2007 : Nommé membre du Haut Conseil des rapatriés.

Créé par décret du Premier ministre le 20 décembre 2002, formule en liaison avec la Mission interministérielle aux rapatriés tout avis ou proposition sur les mesures qui concernent les rapatriés et les harkis, notamment dans le domaine de la mémoire de l'œuvre de la France d'outre-mer et des questions liées à l'insertion de ces populations. C'est aussi une instance permanente de débats, de suivi des mesures et des dispositions prises en faveur de la communauté rapatriée.

--> Ex. de problématiques importantes pour Saïd Merabti : rapport entre Harkis et immigrés : les Harkis ne sont pas des immigrés et sont peu reconnus par le monde associatif de l'immigration ; être à la croisée et au cœur de tous ces domaines : pieds noirs, Harkis, immigrés et Berbères.

Archives

- revue de presse (1997-2005) ;
- bulletin Paroles données (mise en page faite par S. Merabti) ;
- magazine, mémoire, bibliothèque;
- correspondance ;
- commissions de travail (n'a pas forcément à voir avec les textes de lois) ;
- lois, Assemblée nationale ;
- rapports ;
- demandes d'intervention de particuliers en provenance d'Algérie ;
- subventions, factures ;
- dossiers d' « usagers » avec des documents scannés ou prêtés (archives électroniques, classement annuel et par événement : légendé) : récépissé carte de séjour, état des services, citation à l'ordre, carte d'identité, photos d'activité ;
- articles de presse ;
- 5 albums de photos (1993-2003) : 1a cérémonie organisée à Marseille en 1993, conférences, commission Romani (1994), 1ères constructions des camps, manifestations des grèves de la faim aux Invalides (1998), panneaux d'exposition réalisés à partir de reproductions de photos et cartes postales agrandies (46 panneaux, 1999) (quelques documents ont été prêtés pour l'occasion). Cérémonies, dépôt de plainte, manifestation, méchoui, conférence, rassemblement, inauguration... ;
- photos numériques à partir de 2003 (par ex., pour l'AG 2006, tout a été filmé et enregistré ce qui dénote d'une vraie prise de conscience de l'importance de la conservation des archives).
- Autre info « en vrac » : articles publiés de 1997 à 2005, photos, documents échangés entre associations...(Fédération française des familles de musulmans rapatriés... créée en 1993).

Collection de cartes postales, scènes et types (env. 2 000) et sur l'armée d'Afrique, principalement l'Algérie (un peu sur le Maroc et la Tunisie) de 1900 à 1915, classée par thèmes : les marchés, les métiers, les loisirs, les commerces, les rites et pèlerinages, l'eau et les fontaines, les femmes, les enfants, les missionnaires. Certaines cartes postales sont plus rares que d'autres, sont comprises dans des séries plus ou moins limitées, sont écrites ou pas, timbrées ou pas, etc.

Histoire de la conservation :

Historique de la conservation

Sur les conseils de S. Bouziri et M. Haddouche, membres du bureau de Génériques, nous contactons Saïd Merabti et le rencontrons à son domicile à Vitrolles l'après-midi du mercredi 18 juin 2008.

Après une rapide visite commentée de la ville qui nous permet de nous familiariser avec le contexte urbanistique et géographique local, nous accédons à son domicile où nous prenons connaissance des pièces de stockage des archives. Nous discutons ensuite de son parcours et des documents produits au cours de ses activités. En fin de journée et avant la fermeture de l'association, il nous emmène au local d'AJIR à Aix-en-Provence où sont conservées les archives correspondantes. Enfin, il nous raccompagne à Marseille et après une visite de quelques quartiers significatifs pour l'histoire des migrations, nous finissons l'entretien à une terrasse de café de Marseille aux alentours de 21h.

La journée d'étude sur les archives de l'immigration organisée par la BDIC, la CNHI, la DAF et Génériques le 26 septembre aux Archives et Bibliothèque départementales Gaston Defferre à Marseille a permis de mettre en contact le producteur et le directeur du centre des Archives afin qu'un dépôt/don du fonds puisse être envisagé.

Suite à cela, une nouvelle visite de 2 jours au domicile de M. Merabti a permis de procéder au recouvrement du fonds. Le responsable des archives privées des AD13 s'est également rendu sur place pour une estimation. Un transfert des archives doit parachever cette opération au cours du premier trimestre 2009, une fois l'inventaire et le contrat finalisés.

Le dépôt effectif du fonds aux AD 13 a eu lieu en octobre 2009. Le fonds porte désormais la cote 231 J.

Les boîtes 12, 28, 30, 33, 61, 71, 99, 102 et 107-108 ont été gardées par le donateur.

Conditions d'accès :

Modalités d'accès

Selon les règles définies par le producteur et les Archives départementales (AD13).

Sources complémentaires :

Fonds de Génériques

MH.Documents rassemblés par Mohammed Haddouche sur les rapatriés d'Algérie (1974-1982).

Fonds conservé dans les locaux de Génériques.

Fonds d'Abdel Malek Sayad

Fonds conservé à la Cité nationale de l'immigration (CNHI).

Fonds du Comité national pour les Musulmans français (CNMF) dit Comité Parodi

Fonds conservé aux Archives nationales site de Paris.

Fonds de l'Association de culture berbère (ACB)

Fonds conservé au siège de l'association à Paris.

Fonds de l'Association culturelle berbère du Val d'Oise (ACBVO)

Fonds conservé au siège de l'association à Cergy-Pontoise.

Fonds de l'association Tamazgha

Fonds conservé au siège de l'association à Paris.

Archives départementales de la Seine-Maritime

Fonds de l'Association d'aide aux musulmans français à Rouen (AMFRA)

Fonds déposé en 2008 aux Archives départementales de la Sein-maritime.

Radio Gazelle (Mognis ABDALLAH, fondateur d'IM'Edia)

Photographies de cette période sur Radio Gazelle

TALA (association culturelle berbère de Marseille)

Affiches de tous les spectacles (possédées par un ami de S. Merabti).

Amis du producteur

Collection importante de disques de chanteurs

Archives nationales Site de Paris

FA1. Fonds du ministère de l'Intérieur pour le Service des affaires musulmanes et des actions sociales (SAMAS).

Archives départementales de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur

Consulter les fonds des préfectures, des cabinets du préfet et des services d'action sociale de la préfecture qui comprennent des documents relatifs aux Harkis.

Institut national de l'audiovisuel

Extraits vidéos concernant l'association France-Plus en ligne sur le site Internet de l'INA.

Du côté de chez Fred A2 30/05/1990 01h19m52s.

Les participants au débat sont des membres de l'Association, sauf Jacques BARROT, ancien ministre du Logement, qui s'exprime précisément sur la construction sociale pour les étrangers ; le problème du quota d'étrangers dans les communes est abordé par un INSERT : intw de Laurent WETZEL, maire de SARTROUVILLE, qui a limité ce quota ; un immigré turc, Mustafa YESIL, estime que c'est "une mesure à la limite de la légalité". RETOUR PLATEAU: Jacques BARROT parle de l'immigration, et des problèmes d'intégration en général, mais aussi des raisons de la désaffection actuelle des citoyens envers le pouvoir politique. Arezki DAHMANI, lui, prend à partie violemment l'incapacité de la classe politique française et précise la nécessité de l'action de son Association sur le terrain : intégration des français d'origine maghrébine, mais est défavorable au droit de vote pour les étrangers; le fameux "droit à la différence": c'est surtout un droit à l'exclusion et au ghetto; bien préférable est le "droit à l'indifférence" ! Précisément, Adrien AKROUNE, conseiller municipal à Marseille, s'exprime avec indignation sur les logements-ghettos sociaux : un scandale ; ce sont précisément ces problèmes de logement social qui l'ont amené à France-Plus. Sur ce problème des ghettos, A. Dahmani met violemment en cause les offices d'HLM ; nécessité de casser ces ghettos. Rabah TOUNSI, musicien beur (rock-ra.) : comment il est venu à l'Association ; l'intégration : un joli mot, mais... Un fils de Harki, Arezki OUDJEBOUR, évoque la situation des anciens Harkis et demande que l'on rase les "Camps de la Honte" ; un INSERT "Caméra 2" (1987) : "Les Harkis", présente une itw d'un fils de Harki. Nadia AMIRI précise d'une part le cadre de l'action de "France Plus" : républicain, la.c et pour les droits de l'homme, et d'autre part récuse le fait qu'elle-même (infirmière en psychiatrie) ou A. Dahmani (enseignant) ne représenteraient qu'une élite, selon une insinuation de François Mitterrand.

<http://www.ina.fr/video/CPB90004998/l-association-france-plus-video.html>

Actualités régionales Ile-de-France FR3 17/01/1989 00h02m10s

Portrait d'un candidat beur aux municipales.

<http://www.ina.fr/video/PAC8910171204/municipales-candidat-beur-france-plus-video.html>

JA2 Dernière A2 21/05/1990 00h01m20s

Pour favoriser l'intégration des étrangers en France et lutter contre le racisme, l'association "France plus" se déplace à travers les villes de France afin d'informer et de sensibiliser les jeunes. Exemple à Angoulême.

- PR bus de l'association "France plus" stationné sur une place à Angoulême. Diff PR jeunes gens autour du bus.

- DP débat organisé dans un lycée entre les lycéens et les représentants de "France plus" : PR lycéens dans les tribunes / intervention d'une lycéenne / PR Areski Damhani, de "France plus", animant le débat.

- DP réunion des lycéens dans les locaux de la mairie d'Angoulême / PR maire et membres du conseil municipal.

- ITW de Areski Damhani disant qu'il faut "gagner le pari de l'intégration".

- DP jeunes enfants avec représentants de "France plus".

<http://www.ina.fr/video/CAB90019331/france-plus-video.html>

Bibliothèque nationale de France

France Plus

Périodiques

La lettre de France Plus. Le journal du Mouvement national des droits et devoirs civiques. Paris, 1993

Périodiques régionaux

La lettre d'information de France Plus Aulnoye Leval. Aulnoye-Aymeries, 1990.

Lettre ouverte aux citoyens sambiens. Aulnoye-Aymeries, France Plus Val de Sambre, 1995.

Périodiques régionaux

Recueil. Documents d'information. France Plus.

Iconographie

[Les Rapatriés d'Algérie, 1962]. Agence France-Presse, agence fotogr. [reportage image fixe numérisée] [Paris] : Agence France-Presse, 1962.

Bibliographie :

Bibliographie

Les références, ci-dessous, sont tout à fait indicatives et ont plus une valeur de citation par rapport aux thèmes abordés précédemment.

Yves Déloye, Olivier Ihl, Jocelyne Césari. « Citoyenneté et acte de vote des individus issus de l'immigration maghrébine. Des stratégies politiques plurielles et contradictoires » in *Politix. Revue des sciences sociales du politique*, 1993, n° 22, pp. 93-103.

Immigration, vie politique et populisme en banlieue parisienne (fin XIXe-XXe siècles) : [colloque, 7-8 octobre 1994, Université Paris VIII] / sous la direction de Jean-Paul Brunet. Paris : Éd.

L'Harmattan, 1995, 1 vol. (398 p.), ill., cartes, 22 cm,

(p. 365) L'absence de médiateurs « beurs » au sein du PS incite **Georges MORIN**, pied-noir d'Algérie, à créer un groupe de réflexion. Proche de Louis Mermaz, dont il a été le conseiller, membre du Haut Conseil à l'intégration, il est, au PS, chargé des Français originaires du Maghreb. Entre 1985 et 1990, jouant la carte d'une certaine « ethnicité médiatique », il participe à la création de **France-Plus** (1985), lance un groupe de réflexion animé par des militants socialistes issus de l'immigration maghrébine, le « **Groupe des Trente** » (1987), et fonde une nouvelle association, la **Conférence nationale des élus socialistes originaires du Maghreb (CNESOM)** regroupant à la fois des élus de l'immigration maghrébine, des enfants de harkis, des pieds noirs et juifs séfarades (1990). Cette association n'a duré que 5 ans

(p. 369-370). Les mouvements associatifs comme **SOS-Racisme** et **France-Plus** sont concurrentiels. Tandis que SOS Racisme joue la carte de la société multiculturelle, France-Plus se réfère plutôt aux idéaux républicains qui constituent le fondement de la nation française. Ainsi, contrairement à SOS-Racisme dont le discours apparaissait de plus en plus misérabiliste, ce mouvement national des droits civiques, partisan d'une « intégration par le haut », c'est-à-dire par les élites, insiste davantage sur la participation des acteurs issus de l'immigration maghrébine au système politique français. Selon France-Plus, la réussite de certains individus doit servir d'exemple au reste de la communauté maghrébine. Quant à cette élite, elle est persuadée de son rôle de « médiateur symbolique » auprès de la « supposée » communauté.

Pour inciter les jeunes d'origine maghrébine à ne pas négliger leurs droits de citoyens, les militants de France-Plus ont lancé un certain nombre de campagnes de sensibilisation sur le terrain, notamment dans les quartiers de banlieue. Depuis les municipales de 1989, « j'existe, donc je vote » a été l'un des principaux slogans de l'association pour qu'ils s'impliquent dans la vie civique et politique. Leur intégration est censée dépendre en partie de cet acte volontaire.

Dominique Baillet. « Militants d'origine maghrébine et intégration » in *Sud/Nord* 2001- 1 (n° 14) <http://www.cairn.info/revue-sud-nord-2001-1-page-91.htm>.

France Plus, quant à elle, est une association française laïque créée en septembre 1985 par un groupe d'amis, étudiants et militants, d'origine algérienne, pour contrecarrer SOS Racisme. Financée par Georges Morin, directeur de cabinet de Louis Mermaz, parrainée par les socialistes mermaziens et jospinistes, pour contrer les fabusiens, qui soutiennent SOS Racisme, cette association est dirigée à partir de 1986 par Arisky Dahmani, un étudiant kabyle immigré d'origine algérienne, arrivé en France en 1974 et naturalisé français en 1983. Cet ancien militant trotskiste, devenu professeur d'université, fait d'abord de France Plus une association communautaire algérienne, réconciliant fils de harkis et fils du FLN avec l'objectif de constituer en France un lobby ethnique électoral à l'américaine. Puis il la transforme progressivement en un mouvement de droits civiques, dont les actions menées entre 1986 et 1989 consistèrent principalement en l'inscription de jeunes Français d'origine maghrébine sur les listes électorales. À partir de 1989, il prône la logique intégrationniste et républicaine française et élargit son association à l'ensemble des jeunes issus de l'immigration. Proche du gouvernement Rocard jusqu'en 1991, il s'est progressivement tourné vers le centre droit, pour, en 1995, soutenir le RPR et Jacques Chirac. Ayant à son apogée plusieurs milliers d'adhérents, son association est présente en 1995 dans plus de cinquante départements français, est structurée par des centaines de comités implantés dans de nombreuses régions de France, est financée par le FAS, les cotisations des adhérents, les soutiens des sympathisants et les subventions de l'État, et est organisée en commissions : commission juridique, jeunesse et sport, éducation, finances et budget, Europe, etc. Depuis 1993, elle connaît une crise financière et judiciaire, doublée d'une crise politique depuis 1995.

Mogniss H. Abdallah. « La longue marche du mouvement associatif pour transcender les frontières politiques de la citoyenneté » in *Hommes & Migrations*, n° 1229, jan.-fév. 2001.

Autres documents descriptifs :

Exploitation du document

Liste des sigles & abréviations

ADRI : Agence pour le développement des relations interculturelles.

AFMR : Association de défense des droits des Français musulmans.

AMARC : Assemblée mondiale des artisans des radios de type communautaires.

ANEOM : Association nationale des élus originaires du Maghreb.

ANGI : Association de la nouvelle génération immigrée.

APAC :

ARA : Association rencontres et amitiés.

CAAJ : Coordination autonome d'associations de jeunes.

CAIF : Conseil d'associations immigrées en France.

CAR : Collectif des associations et amicales des Français des anciens départements et territoires d'outre-mer du pays d'Aix.

CCRA : Collectif contre la répression en Algérie.

CDHA : Centre de documentation historique sur l'Algérie.

CE : Comité d'entreprise.

CEIM : Caisserie emballage industrie du Midi.

CHSCT : Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail.

CIDIM : Centre d'information et de documentation sur l'immigration et le Maghreb.

CLAP : Comité de liaison pour l'alphabétisation et la promotion.

CNESOM : Conférence nationale des élus socialistes originaires du Maghreb.

CREDHAR.FM : Centre de recherche, d'étude et de documentation sur les Harkis et les Français musulmans.

FDH : Fédération départementales des Harkis.

FEDER : Fonds européen du développement régional.

FNESER : Fédération nationale des élus socialistes et républicains.

FNRCI : Front national des rapatriés français de confession islamique.

FO : Confédération Générale du Travail - Force Ouvrière (CGT-FO).

MIEL : Mouvement indépendant des étudiants et des lycéens.

PACA : Provence-Alpes-Côte d'Azur.

PS : Parti socialiste.

SNJ : Syndicat national des journalistes.

UNTFMONAA : Union nationale des travailleurs français musulmans d'origine nord-africaine et leurs amis.

Organisme : Archives départementales des Bouches-du-Rhône (Marseille).

Mots-clés

Typologie [iconographie](#) [archives sonores](#) [archives audiovisuelles](#) [Recherche détaillée](#) [Archives personnelles](#)

Géolocalisation [Marseille \(Bouches-du-Rhône, France\)](#)

Thème [archive](#) [français](#) [kabyle](#) [arabe](#)

Personne (physique ou morale) [AD13, Archives départementales des Bouches-du-Rhône \(Marseille, Bouches-du-Rhône, France\)](#) [Merabti, Saïd](#)